

contrôle ouvrier contrôle populaire

Le PSU a su poser, dans le manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », quoique d'une façon insuffisamment concrète, le problème de l'autogestion socialiste et de la démocratie ouvrière. Le PSU a popularisé, par ses prises de position, les thèmes et les formes de lutte qui ont trouvé, après les élections législatives, leur expression aussi bien parmi les travailleurs de l'automobile que dans les rangs de la jeunesse scolaire et aujourd'hui chez Lip ou sur le Larzac.

L'objectif de l'autogestion a soulevé en milieu ouvrier, notamment à la CFDT mais aussi ailleurs, un intérêt dépassant de loin les préoccupations gestionnaires de certaines catégories de techniciens. L'autogestion comme projet et le contrôle comme axe stratégique pour la période ne constituent pas un facteur de division, mais d'unité de classe du prolétariat. Inacceptable pour la bourgeoisie, cette stratégie doit permettre la restructuration du mouvement ouvrier et donner naissance à un courant démocratique et révolutionnaire, regroupé autour des objectifs de l'autogestion et du contrôle ouvrier.

Ce courant doit, en même temps qu'il se structure et qu'il dégage sa stratégie propre, s'efforcer de réaliser l'unité d'action de tous les travailleurs en vue d'objectifs communs. L'exemple de Lip, s'il ne peut être transposé dans ses formes à d'autres situations, illustre bien la stratégie de contrôle et d'unité et doit nous servir de base pour la réflexion.

En proposant de construire une société socialiste fondée sur l'autogestion, en expliquant les conditions pour y parvenir, le PSU a marqué une étape importante pour l'ensemble du mouvement ouvrier. A partir des luttes récentes de contrôle et de l'expérience militante du parti dans différents secteurs d'intervention, au regard du Manifeste, il nous faut trouver les axes de rupture contre la société capitaliste et définir des objectifs précis ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

1 - Le contrôle : axe de rupture avec la société capitaliste

Dès aujourd'hui, les luttes menées par la classe ouvrière et bien d'autres couches sociales montrent la voie vers le socialisme autogestionnaire. Qu'il s'agisse pour les travailleurs de contrôler leurs cadences, d'intervenir sur l'organisation du travail, de mettre en cause l'éventail hiérarchique ou qu'il s'agisse pour tous d'exiger des villes où la

vie soit possible, une école qui ne distille plus l'idéologie de la classe dominante, partout des conflits de type nouveau mettent en cause les formes actuelles d'organisation et de commandement qui régissent notre société en même temps que les finalités de la production

Le socialisme fondé sur l'autogestion suppose que l'axe de lutte central aujourd'hui, dans la production comme hors de la production, doit être celui du contrôle des travailleurs. Cet axe central ne signifie pas qu'il s'agit d'intervenir dans toutes les luttes qui sont menées, mais il faut trouver la capacité de remettre en cause tous les domaines de la vie et de les prendre en charge complètement en les intégrant dans une stratégie de contrôle :

- Contrôle ouvrier dans le domaine de la production ;
- Contrôle populaire dans tous les secteurs de la lutte des classes.

A. - Dans la production, les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront

Dans l'entreprise, les travailleurs, aussi bien intellectuels que manuels, sont les rouages d'une machine qui les manipule dans le cadre de la division capitaliste fortement hiérarchisée du travail. Loin de se faire les cogérants de cette machine, ils peuvent imposer collectivement leur volonté et établir par la lutte un rapport de forces qui permet de placer le patronat et la bourgeoisie devant le fait accompli.

De plus, la manière dont les travailleurs imposent des changements constitue déjà un apprentissage de leur propre pouvoir.

Le contrôle ouvrier n'est pas une pratique permettant de réagir au coup par coup dans les entreprises, mais une stratégie globale dont les lignes de force sont

- Refus de tenir compte de la législation bourgeoise du travail
- Caractère inassimilable par la société capitaliste des revendications ; revendications qui sont non pas demandées mais imposées
- Exercice constant de la démocratie syndicale et ouvrière à la base.

L'axe du contrôle ouvrier débouche rapidement sur des problèmes de hiérarchie, en tant que modèle d'organisation de toute la société. Il conduit à poser la question des modalités de la production, de la nature de ce qui est produit.

Même pour des revendications « classiques » concernant l'emploi, comme chez Lip actuellement, l'axe du contrôle ouvrier permet de conduire une lutte aux formes nouvelles, qui unifie les travailleurs et la population qui les soutient, de laisser s'exprimer l'imagination des travailleurs et, fondamentalement, remet en cause le pouvoir et l'orga-

nisation capitalistes du travail et de la société et, globalement, l'autorité.

La lutte pour le contrôle ouvrier ne peut que s'élargir :

- Dans les grandes entreprises, elle doit s'élargir à l'ensemble du circuit de production réel de l'entreprise, sinon il y a risque, comme dans l'automobile, de voir transférer d'une fraction d'une partie de la classe ouvrière sur l'autre le prélèvement de la plus-value ;

- Dans les entreprises secondaires ou sous-traitantes, elle est vouée à l'échec si elle ne trouve pas un appui chez les travailleurs de l'usine-mère ;

- Dans les secteurs difficiles de l'industrie, elle peut rendre à terme plus difficile la situation de ces entreprises, donc ces luttes ne peuvent déboucher que dans un contexte élargi, soit au plan du secteur d'activité, soit au plan de la région.

De plus en plus, elle doit sauter les frontières nationales et s'élargir à toutes les entreprises d'une firme multinationale comme l'ont montré les conflits Michelin, Lip. Face à des firmes capitalistes d'une dimension et d'une nature inconnues jusqu'à présent, les travailleurs ne peuvent organiser leur riposte qu'en ne limitant pas leur lutte de contrôle à un seul centre de production, mais en l'étendant pour éviter l'isolement par le capitalisme qui aura tôt fait de remplacer la production d'une usine par celle d'une autre (et plan d'Ebauche S.A. pour Lip).

Enfin, elle doit être unifiante pour toutes les catégories de travailleurs pour éviter que le capitalisme joue sur une couche contre une autre. L'entrée en lutte des travailleurs immigrés dans le domaine de la production est importante. Ils commencent à imposer leur contrôle pour changer leur vie. Cela doit permettre de développer la lutte contre les expulsions et la reconnaissance des droits politiques et syndicaux, et contre la division orchestrée par le patronat entre travailleurs français et immigrés.

B.- Contrôle populaire

Il s'agit ici plutôt d'une introduction au débat plus que d'une analyse. En effet, l'analyse n'est pas aussi avancée dans ce secteur. Et même dans certains domaines, comme les équipements collectifs, la stratégie du contrôle n'est pas évidente au premier abord

En fait, l'important est de trouver des axes de rupture contre la société capitaliste, et les éléments constitutifs du contrôle ouvrier peuvent se développer ailleurs (dépassement de la légalité bourgeoise, assemblée et démocratie de base, actions de masse unifiantes...).

2 - Des objectifs de luttes pour la période

Il s'agit de définir des axes de lutte, non exclusifs d'autres actions, qui caractérisent concrètement, aujourd'hui, la stratégie du « contrôler aujourd'hui ».

Cette partie, qui est présentée sous forme schématique, sera enrichie notamment lors des réunions régionales ou nationales des différents secteurs d'intervention du parti (entreprises, agricole, femmes...).

a) Dans les entreprises

L'organisation du travail est actuellement entièrement entre les mains du patronat, privé ou de l'Etat, conçue par eux d'une façon « scientifique » et hiérarchisée, modèle qui est également celui d'organisation de la société. C'est pourquoi la classe ouvrière et les travailleurs doivent imposer leur contrôle sur tous les rouages de l'économie et de la société.

Les objectifs de la lutte des travailleurs dans l'entreprise peuvent se regrouper autour des axes suivants :

- Un salaire pour vivre et des conditions de vie décentes : salaire minimum garanti, retraite à 60 ans et réduction de la durée du travail Ceci veut dire également la mensualisation de l'ensemble des catégories de travailleurs, le blocage des prix des produits de grande consommation et l'échelle mobile (sur les taux de base des salaires) contrôlée par les organisations de travailleurs ;

- Lutte contre la hiérarchie par l'exigence d'augmentation uniforme des salaires, du statut unique de l'OS à l'ingénieur et la lutte contre la ségrégation sociale entre travailleurs français et immigrés, femmes-hommes, jeunes-adultes ;

- Contrôle sur les cadences, les horaires, les conditions de travail, l'embauche et le licenciement, l'enseignement professionnel et la formation ;

- Lutte pour l'emploi, non pas le maintien ou la garantie du même emploi durant toute sa vie, mais d'un emploi sans déqualification, perte ou diminution de salaire et transfert géographique obligatoire. Ceci se traduit, entre autres, par la garantie contre les licenciements ;

- Un aspect particulier doit être réservé à la reconnaissance des femmes comme travailleurs à part entière responsabilités, droits, salaire. Des conflits récents comme Lip, Romans, Cerizay montrent à quel point elles ont leur place dans les luttes des travailleurs et en tant que travailleurs.

b) Dans le secteur de l'agriculture

Les objectifs du PSU seront axés sur les points suivants :

- Contrôle du sol agricole, contrôle du prix de vente et de location ;

- Droit de préemption intégral des SAFER ;

- Répartition des terres par tous les agriculteurs de la commune et en location à vie ;

- Solidarité aux fermiers congédiés ;

- Revenu des familles agricoles : calcul du prix de revient de chaque production par région, contrôle des coopératives et des entreprises de transformation et d'échange en liaison avec les salariés ;

- Contrôle sur les industries agro-alimentaires.

c) Lutte avec les travailleurs immigrés contre l'expulsion et pour la reconnaissance des droits politiques et syndicaux ;

d) Au niveau européen.

Le développement d'une stratégie anticapitaliste commune des travailleurs sur le plan syndical et politique. Il s'agit de poursuivre et d'approfondir une intervention qui s'est déjà manifestée par l'organisation de la rencontre de Bruxelles sur l'Europe des travailleurs, la mise en oeuvre de structures de coordination, d'information et de lutte comme

sur le trust Philips, et intervention solidaire de travail-leurs européens à l'occasion de la grève chez Michelin.

e) Sur le cadre de vie

Le développement du contrôle populaire sur la ville : lutte sur les conditions de transport, multiplication des associations d'usagers et d'habitants prenant directement en charge l'animation de leur cadre de vie, organisation d'un combat contre la spéculation foncière et immobilière et contre le scandale des logements qui res-tent inoccupés.

f) Le contrôle des prix, des produits et de l'ensemble de la distribution par les travailleurs.

g) Sur le secteur de la formation

Dans l'école mais aussi contre la subordination de la formation professionnelle aux intérêts du patronat. Il s'agit sur les problèmes de sélection, d'embrigadement idéologique, de contenu ou de méthodes d'enseignement d'assurer la convergence des luttes avec les travailleurs de telle façon qu'ils soient amenés à prendre eux-mêmes directement en charge les problèmes de formation. La lutte sur les conditions de l'auxiliariat touchant à la structure générale de l'emploi en France constitue à cet égard une possibilité d'unification importante avec les organisations syndicales ouvrières.

h) Lutte pour la libération de l'avortement et la contraception et contre le droit bourgeois de la famille fondé sur l'héritage.

i) Dans le secteur santé contrôle sur les rythmes du travail les conditions d'hygiène et de sécurité dans les lieux de travail ; lutte pour que la Sécurité Sociale ne serve pas de moyen de pression contre les travailleurs comme à Lip actuellement mais au développement des soins et de la prévention ; lutte contre la spéculation sur la santé (industrie pharmaceutique, médecine privée) et pour le développement de centres de soins intégrés au quartier ou à l'entreprise avec contrôle des travailleurs et des habitants.

j) Lutte contre l'appareil de répression de l'Etat

S'attaquer aux instruments de répression de l'Etat : des exemples récents en France (Lip, dissolution de la Ligue communiste) ou à l'étranger (Chili) nous ont rappelé que l'appareil d'Etat n'est pas neutre et que ses instruments de répression peuvent être puissants, mais également présenter des fissures (positions des syndicats de magistrats et de la police).

Il faut lutter pour la suppression des corps de répression (CRS, brigades spéciales...) et l'interdiction de l'emploi de la police contre les grévistes ; la suppression des juridictions d'exception...

Le contrôle, axe de rupture avec la société capitaliste, et

les objectifs de lutte pour la période qui en sont la caractérisation concrète, ne pourront être mis en oeuvre sans se poser la question des moyens et de l'action militante. Le rapport politique répond à cette question en terme de stratégie de prise de pouvoir à mettre en oeuvre dès maintenant. Le rapport « Donner au socialisme autogestionnaire une force politique » y répond en termes d'organisation politique de type nouveau.

Mais ici, il faut revenir sur l'intervention politique des militants du PSU qui s'articule autour des axes suivants :

1. Intervenir politiquement, notamment dans le domaine de la production. L'expérience de nos groupes d'entreprises et des luttes qui ont pu être menées (notamment Lip) permet de dégager une ligne plus claire de ce qu'est d'une manière spécifique l'intervention dans les entreprises.

Quelques axes de travail sont à développer :

- Analyse de la situation dans une boîte et des forces en présence, y compris ses aspects internationaux ;

- Développement de l'axe du contrôle ouvrier, de propositions en ce qui concerne les objectifs, les moyens et les formes de lutte, les formes d'organisation ;

- Explication permanente de la signification politique des luttes de l'intervention de l'Etat dans tous les domaines ;

- Popularisation des luttes et dénonciation des conditions de vie des travailleurs à l'extérieur de l'entreprise ;

- Développement, création et popularisation à l'intérieur même des luttes des principales perspectives d'un programme révolutionnaire.

Cela signifie également pour les militants du PSU la capacité d'être reconnus en tant que tels et de trouver des formes d'organisation ouvertes et souples pour tenir compte de la structure de la boîte et des lieux de travail, et de dialoguer avec des travailleurs actuellement non organisés, mais proches de nous (militants syndicalistes et animateurs de luttes en particulier) et d'être à l'écoute des travailleurs

Militer politiquement ne signifie pas un soutien inconditionnel à toutes les luttes mêmes dures dans leurs objectifs et dans leurs formes. Nous devons, plus que d'autres, analyser le rapport de forces, la signification de la lutte, faire des propositions aux travailleurs et ne pas taire nos divergences si elles sont importantes, quitte à participer à l'action si nos positions n'ont pas été retenues dans le cadre d'une décision démocratique des travailleurs.

2. Militer dans les organisations de masse.

3. Trouver un appui institutionnel aux luttes de contrôle. ■